

10

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE

NOTES DE LECTURE

La technocratie ,La mystique du plan,
De la mythologie marxiste-léniniste

VIET-NAM

GREVES SAUVAGES EN GRANDE BRETAGNE

LIAISONS

LETTRE DU GROUPE "NOIR ET ROUGE "

PUBLICATIONS

LE NUMÉRO

mensuel

0,50 F

NUMERO 33

NOVEMBRE 1964

LE COMBAT SYN-

DICALISTE

section française de l'AIT- 39 R. de la Tour d'Auvergne-Paris-
N° 315- centenaire de l'AIT- faim et misère dans le monde-
N° 316- aux poupées Bella, après 12 jours de grève- action directe- les affreux

LE MONDE

LIBERTAIRE

organe de la fédération anarchiste-
3 rue Ternaux, Paris -
N° 105- oct.64- l'anti-yankisme, atout majeur du général- le rendez-vous d'oct.
l'anarchisme espagnol- l'internationale et l'histoire- Congo rebelle- au fil
de l'eau- les maffias (la presse artistique)-une note (bien trop brève) sur
l'occupation des usines en Italie en 1922

A.I.T.

organe de l'Association Internationale des Travailleurs- Celma, 4 R. Belfort
Toulouse- sept.64- centenaire de la Ière Internationale- le plat de lentilles-
(sur les fonds d'Etat fournis aux syndicats) - la légende de la dictature chez
Bakounine-pourquoi nous ne sommes pas marxistes-

CAHIERS de

l'HUMANISME

LIBERTAIRE

Luce Ohié- 21 R. des Mathurins, Bièvres- août-sept.64: la libération de
Paris- Purgon et le veau d'or- (sur la médecine)- autour de l'Etat- le
syndicalisme- la science des caractères- l'économie russe avant la révolution
bolchevique- de Charles Maurras à Gaston Leval-

de tendance marxiste:

LA VOIE COM-

MUNISTE:

organe mensuel de l'opposition communiste- N° 46 oct.64 -B.P.90-10 Paris
l'impossible unité- des art. sur les pays sous-développés (Congo, Haïti, St
Domingue, Vénézuéla, Egypte, Brésil)- UNEF pour des actions de masse- les syndicats
devant leurs responsabilités-

POUVOIR

OUVRIER

pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire-22 rue Léopold
Bellan, Paris-
N° 64-oct.64: K. limogé- Yougoslavie: une nouvelle classe?- leur plan- la grève
des CET- lettre d'Alger- les travailleurs de l'automobile aux USA-

VOIX

OUVRIERE:

pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire- 29 r. Château-Landon,
Paris- N° 20: la situation chez Peugeot- A propos du testament de Togliatti-
vacances en RDA- comment l'on désintéresse les jeunes de l'activité syndicale-
l'Algérie est-elle socialiste (critique de livre)- échos d'entreprise- (pour la
Ière fois, VO passant de la publicité dans la presse, s'est intitulé bi-mensuel
trotskyte).

N° 21: (6/10/64) la grève du lait- razzia sur la FNOSS -la grève des ai-
guilleurs du ciel- Rhône-Poulenc-

POUR LA DE-

FENSE DU MARXISME

LENINISME:

organe de la Fédération des cercles Marxistes-Léninistes -
B.P.23 Marseille-Mazorques, 9è.
N° 8-août 64: pro-chinois veut la réunification du mouvement communiste
international et axe son travail sur la critique des PC dépendant de la Russie.

LE COURRIER

MARXISTE

bulletin d'études et d'informations- Beyvet, 45 Square Bartholomé, Paris XV-
N° 37-sept.64: tour d'horizon- (qui se termine par la phrase désabusée "tout
est à refaire"- qu'est-ce qui est à refaire?)

LUTTE DE

CLASSE

pour le pouvoir des travailleurs- groupe de liaison pour l'action des travail-
leurs- Jean Renault- 73 rue Blanche-Paris 9è- sept.64: les 48h payées 40-
les marins et l'automatisme-

les travailleurs en France

JEUMONT (St Denis - construction électrique)

A propos du lock-out de chez Jeumont-Nord, 19 sept-20 octobre-

Jeumont et S.W. se sont fusionnés depuis un an en une seule société désormais appelée Jeumont-Schneider. Cette concentration industrielle, d'après les déclarations des dirigeants s'effectue " conformément aux vœux des pouvoirs publics " et est " motivée par l'évolution de plus en plus rapide des techniques et la nécessité d'obtenir une productivité encore accrue".

Au personnel, le directeur général de Jeumont, a déclaré que cette opération ouvrira de belles perspectives pour tous.

Dès la rentrée des vacances, suivant le pas de l'industrie automobile, Jeumont-Nord réduit l'horaire de travail hebdomadaire de 48 à 45 heures, ce qui représente une perte de salaire de l'ordre de 7%. Les ouvriers ont débrayé en grèves tournantes pour appuyer une demande d'augmentation de salaire de 0.25 fr et d'indemnisation des pertes de salaire. En réponse, la direction a fait fermer les portes de l'usine à 3.500 ouvriers sur un personnel de 4000 personnes.

A l'usine de La Plaine-St-Denis, Les syndicats CGT- CFTC- CGC, ont réuni les ouvriers à la menuiserie de 9h à 9h1/2, le mardi 22, pour information. Le délégué de la CFTC lut le premier son papier, appelant à la solidarité avec les ouvriers de Jeumont-Nord, sans oublier à la fin, de demander aux gens d'adhérer aux syndicats. Les délégués CGT reprirent les thèmes bien connus: la CGT a dénoncé en son temps le marché commun, politique qui amène à la concentration industrielle actuelle. Les ouvriers en feront les frais. On fermera SW à Puteaux pour la fusionner avec Jeumont-Nord. Des licenciements sont encore en vue dans d'autres usines du groupe Jeumont-SW. Comme si c'était seulement le marché commun et non l'évolution générale de tout le système capitaliste actuel vers le capitalisme d'Etat qui est la source du renforcement de l'exploitation et d'oppression mené par le patronat sur l'initiative de l'Etat. L'assemblée- juste une demi-heure - s'est terminée par le vote à mains levées d'une résolution de solidarité avec les ouvriers de Jeumont-Nord suivie de quelques revendications habituelles de salaire, de droit de grève, etc... que les délégués syndicaux vont remettre à la direction. " Il me semble que les ouvriers ne sont pas chauds pour faire quelque chose " nous confie une ouvrière qui a débrayé, " Ici, ils ont pour eux aussi, d'être lock-outés ".

A Jeumont-Nord, le même jour, sur l'appel des trois syndicats CGT, FO, CFTC, les ouvriers s'étaient réunis sur la place du marché pour écouter les discours avant de défiler dans les rues de la ville. Les députés du PC et de la SFIO sont venus devant les micros, pour réaliser le front unique des défenseurs de la classe ouvrière.

Par les journaux, nous apprenons que des débrayages d'un quart d'heure à deux heures avaient lieu dans certaines entreprises de la Sambre, à Maubeuge, Marpent, Ferrière, Aulroy. Actions purement symboliques, comme chez nous, à La Plaine. Un millier d'ouvriers de Namont ont défilé puis romit une action de solidarité

aux lock-outés, à la mairie.

Enfin, le 2 octobre, l'usine a réouvert les portes. Les ouvriers ont accepté les propositions transmises par les autorités (inspecteur du travail) pour la discussion avec le patron sur une augmentation moyenne de salaire de 2.7%; sur la récupération des journées perdues par des journées supplémentaires, sur les conditions de départ en retraite avant 65 ans.

La réorganisation industrielle due à la concentration capitaliste met les ouvriers les moins qualifiés et surtout les plus âgés dans une situation tragique. Mais la situation économique actuelle ne semble pas favoriser une combativité chez les ouvriers, et les dirigeants syndicalistes dans leurs mots d'ordre bien pesés n'ont fait qu'accentuer cette tendance.

Une collecte de solidarité organisée à St Denis, par la CGT et la CFTC, sans grande conviction puisque certains secteurs n'ont pas été contactés, a produit 86.000 A.F. pour 700 ouvriers, 120 AF par ouvrier !

A la suite de la récente augmentation de 2%, les taux de base des salaires horaires s'établissent comme suit (en plus il y a lieu d'ajouter la majoration de 30% environ pour le boni):

<u>Manoeuvre:</u> de 2.50 à 2.54	<u>O.S.</u> : de 2.20 à 2.47
<u>P.1:</u> de 2.54 à 2.89	<u>P.2</u> : de 2.89 à 3.43
<u>P.3:</u> de 3.43 à 3.90	

Augmentations de salaires réduites:

Dans la plupart des entreprises, les cadences d'attribution des augmentations saisonnières unilatérales ont été étendues: dans une petite boîte de la métallurgie elle n'a été, depuis le 1° janvier, que de 2% en juin, et une réclamation récente s'est heurtée à un refus catégorique, sans que personne ne bouge.

Chez Citroën le manoeuvre a reçu à la dernière paye 2 AF de plus de l'heure 1'OS 3 AF, le professionnel 4 AF (ce qui représente environ 1%).

L'activité des entreprises:

paraît toujours aussi calme, dans toutes les boîtes où travaillent les camarades. Dans une maison de matériel d'imprimerie, la baisse d'activité est très nette; il semble que des tractations soient en cours pour qu'elle passe sous capitaux américains ou japonais. Reprise chez Citroën.

Chez Simca (Poissy) 1500 ouvriers ont été récemment licenciés, mais cela s'est fait isolément, avec des motifs individuels divers, de sorte que c'est passé inaperçu. En même temps, l'horaire de travail antérieur était rétabli; la production accrue de voitures est stockée en vue d'une transformation prochaine de l'usine par Chrysler (firme américaine qui a pris le contrôle de Simca).

L'activité des syndicats:

Dans l'automobile, il y a eu les "journées revendicatives de l'industrie automobile" "dans l'unité au niveau de l'entreprise" (tracts des trois syndicats à la

SAVIEM), "l'action unie au niveau des usines des trusts jusqu'à l'échelon national" (tract imprimé du 26/9/64- CGT- CFTC-FO, appelant aux journées des 9 et 10 octobre), s'est finalement concrétisée chez Renault par un meeting hors de l'usine à la fin de chaque équipe (matin, soir, normale), c'est-à-dire en trois fois, et par le rassemblement à Paris le samedi après-midi.

Dans un centre de tri des P.T.T. la CGT se passionne pour la cantine opposant sa gérance à celle de la Direction de Sud-Est et appelle "tout le personnel et les usagers à soutenir ces actions" en signant une pétition. FO dans son bulletin des Ambulants et Bureaux-Gares fait campagne pour un règlement intérieur après avoir déclaré que "le personnel ne veut plus être gouverné selon une fantaisie grinçante". La CGT dans un tract imprimé appelle à la constitution d'un Cartel des organisations de toutes tendances des secteurs publics et nationalisés (y compris les cadres) pour "préparer les conditions des luttes concertées (sic) et puissantes qui vaincront la résistance gouvernementale".

Aux Assurances Générales: (2000 employés) les syndicats ont fait circuler une pétition pour une prime uniforme de 22.000 AF et un débrayage de deux heures.

Dans les boîtes d'employés

Dans l'une d'elles, qui vend du matériel pour l'enseignement, il y a quatre employés. La plus grosse partie des produits est commandée à l'étranger et livrée directement par le fabricant à l'établissement scolaire; cette activité permet de prélever une marge bénéficiaire variant de 50 à 70% du prix de revient des produits qui ne transitent même pas par la maison. Les salaires varient suivant les crédits alloués à l'enseignement pour acquérir le matériel scolaire.

Une autre est spécialisée dans les études de marchés. Le patron est un ancien militant de gauche qui fait de l'argent de ses connaissances universitaires (psychologie), avec deux dactylos, il est le seul élément permanent de la boîte; par contre il y passe beaucoup de jeunes ambitieux qui restent au maximum un an, bossent sans arrêt, ne vivent que pour leur travail et le considèrent comme un stage, comme l'antichambre de postes de responsables dans les services commerciaux des grosses boîtes. Le patron arrive à créer un esprit d'équipe, à faire beaucoup d'argent tout en payant médiocrement les quelques employés stables.

Dans une entreprise d'assurances (Assurances Générales) groupe de trois sociétés nationales (2000 employés à Paris) un nouveau Président unique UNR, ancien ministre a été désigné pour opérer une fusion et accroître la rentabilité. Alors qu'aucune directive n'a été donnée, un resserrement très net de la discipline est constaté en deux mois, simplement par le déplacement du rapport de force causé par la crainte des mesures que l'on prête à la nouvelle direction. Ceci se conjugue avec les effets de l'automatisation, les conflits de génération (vieux aux situations stables acquises contre jeunes sous-payés et pour qui les menaces ne sont d'aucun poids car beaucoup ne vivent pas uniquement de leur salaire). Les salaires selon la technicité, le favoritisme sont très différenciés, même à l'embauche, et ne suivent absolument plus les règles antérieures qui avaient été fixées il y a près de 20 ans par des accords paritaires; deux transformations techniques (machines à cartes perforées, puis ordinateurs) ont bouleversé toutes les structures traditionnelles; patrons et syndicats n'arrivent pas actuellement à fixer quoi que ce soit malgré tous leurs efforts.

Le cercle vicieux: A Givors (Rhône) les ouvriers ont fait grève et défilé dans la rue pour manifester leur solidarité avec 500 ouvriers des Fonderies Berthiez. D'après

Le Monde (16/10/64) 65 licenciements prévus avaient été annulés mais l'horaire avait été ramené de 44 à 40 heures. C'est bien le cercle dont on ne peut sortir quand on se place dans le cadre de la gestion capitaliste.

PERPIGNAN: fabrique de poupées "Bella" 800 salariés.

Cette lutte est révélatrice des conditions de travail dans les petites villes de province, conditions très différentes de celles des grosses entreprises. Elle s'est terminée par un échec, puisque après 24 jours de grève le travail a repris avec des augmentations de salaires (consistant surtout en des primes) mais avec le licenciement de 42 grévistes.

du Combat syndicaliste du 24/9/64 (d'un correspondant de la Confédération Nationale du Travail).

" En 1944 une usine de fabrication de poupées s'implanta aux portes de Perpignan, au Haut-Vernet; Pi Salvi en est le patron. Les débuts furent difficiles, maints témoins se souviennent encore des difficultés financières de M.Pi.

"1964: Extension des bâtiments de l'usine avec une conception architecturale très moderne et un équipement industriel très perfectionné. Le chiffre d'affaires est monté à quelque quatre milliards d'anciens francs l'an et l'exportation représente environ 70% de la production.

"Le salaire horaire en vigueur est celui qu'offre le SMIG, soit 185 A.F.

"Huit cents personnes environ sont employées dans cette entreprise, soit à l'usine soit à domicile, et cette main d'oeuvre est constituée de femmes en majorité.

"M.Pi Salvi investit et acquiert biens immobiliers et terrains; il construit des bâtiments et loue à son personnel des logements aux prix astronomiques de 20 à 25.000 A.F. par mois.

" La durée de travail hebdomadaire étant en principe de 40 heures, le salaire mensuel s'élève aux environs de 30.000 A.F. En 1963, les syndicats réussissent à s'implanter dans l'usine mais ce n'est qu'au mois d'avril 1964 qu'ils concrétisent leur présence par l'élection des délégués du personnel: c'est la CGT qui prédomine.

"Mais M.Pi ne considère pas pour autant les syndicats comme des interlocuteurs valables. Dès le mois d'avril le syndicat demanda à discuter sur les droits du personnel et M.Pi ne voulut rien savoir. (voir Comité de grève, l'Indépendant du 11/9): "cette grève abusive a été décidée par des gens de l'extérieur avec la complicité d'un petit nombre d'entre vous " (extrait d'une lettre de M.Pi adressée au personnel).

....

"Genèse de la grève déclenchée le 3 septembre:

" pourcentage des grévistes: 70% environ.

"Le 20 août, la déléguée du personnel de l'atelier d'implantation est mise à pied pour une durée de trois jours par décision de la direction; c'est alors que la solidarité intervient, et l'ensemble du personnel de cet atelier débraie durant ces trois jours. C'est ensuite l'atelier de couture qui se solidarise à son tour avec les autres grévistes et débraie aussi pour trois jours.

"M.Pi Salvi donnera la raison des sanctions dans une lettre ouverte au personnel parue dans l'"Indépendant" du jeudi 10/9: " d'autre part, le personnel de cet atelier étant insuffisamment nombreux pour assurer à raison de 40 heures par semaine l'approvisionnement, j'ai donné comme instruction à cet atelier de porter l'horaire à un minimum de 48 heures par semaine, et je me suis heurté à un refus catégorique du délégué dans cet atelier. "

"Le 1^o septembre, à la suite d'une entrevue entre la direction et les délégués du personnel, M.Pi prend quelques engagements verbaux, tels que la prime généralisée et l'indemnité de transport.

"Le lendemain, M.Pi convoque à nouveau les délégués du personnel pour leur annoncer que tout ce qui avait été accordé à la réunion de la veille était nul et sans valeur.

"Réaction logique du personnel, lequel considère à juste titre qu'il a droit à un peu plus de considération: grève illimitée suivie par 90% du personnel.

"3 septembre, M.Pi adresse à son personnel une lettre personnelle leur faisant savoir entre autre que " l'établissement reste ouvert aux heures normales de travail, pour ceux qui désirent reprendre le travail".

"Les services de sécurité, alertés, assureront désormais, la liberté du travail: "toute personne coupable d'entrave à la liberté du travail, sous forme de menaces verbales ou autres, sera l'objet de sanctions sans préjudice des suites judiciaires qui peuvent en résulter".

"Par ordre de la Direction, des contremaîtres de l'entreprise, continuant le travail, se muent en démarcheurs, font du porte à porte chez les employés en grève: promesses, menaces, tentatives d'intimidation, etc.. Une faible partie du personnel reprend le travail; la direction d'autre part, embauche une trentaine d'ouvriers.

"Le personnel en grève, 70% des effectifs, maintient ses revendications et subordonne la reprise du travail à l'acceptation par M.Pi des revendications suivantes:

-15% d'augmentation pour tous salariés.

-reconnaissance du droit syndical.

-respect des conventions collectives.

-insalubrité: attribution journalière de lait.

-indemnité de transport.

-annotation sur le bulletin de paye de la qualification professionnelle.

"Dimanche, 13 septembre s'est effectuée parmi la population de Perpignan une collecte en faveur des grévistes. De nombreuses notions de solidarité affluent émanant des divers syndicats de Perpignan et du département.

"Pour le lundi 14 septembre, est prévu un grand meeting de solidarité. Ce même jour, aura lieu une entrevue provoquée par le préfet des Pyrénées-Orientales, entre M.Pi trois membres du syndicat patronal, l'Inspecteur du travail, et les délégués du Comité de grève, en vue de trouver un terrain d'entente.

"Durant ces douze premiers jours de grève, le personnel démontre une très ferme volonté d'aboutir; malgré le service d'ordre présent à l'usine, les piquets de grève sont à leur place aux heures d'embauche.

"Par cette grève, est-il utile de préciser, les travailleurs revendiquent une amélioration de leur situation matérielle, mais aussi et surtout le respect qu'en tant qu'individus et collectivité sociale, ils sont en droit d'attendre de leur employeur.

"M.Pi Salvi devrait savoir que sa qualité de chef d'entreprise ne lui donne pas le droit d'user et d'abuser de son personnel à sa guise. Que le droit d'association au sein d'un syndicat est pour tout salarié une réalité, et que celui-ci d'essayer d'améliorer son sort à travers cette association l'est tout autant.

"Grève à suivre.

"P.S.- A noter: la prise de position en faveur des grévistes de Mgr l'évêque parue dans la presse locale. L'Eglise, toujours très opportuniste, plante des jalons...

- du Monde (28/9/64):

"La reprise du travail dans l'usine des poupées "Bella" à Perpignan a été décidée par le personnel après 24 jours de cessation d'activité par 90 voix contre 70. Il y avait 260 grévistes pour le personnel de fabrication. Les dernières propositions patronales, acceptées par les syndicats, comportent une prime générale mensuelle de transport de 16 Frs, une prime d'assiduité de 6 frs pour tout le personnel employé à l'heure, et l'extension à de nouveaux ateliers de certaines primes de production. Les primes de production dites "variables" de certains ateliers seront subordonnées au comportement dans le travail. Une augmentation des salaires de l'ordre de 2.50% est consécutive à celle du SMIG pour tout le personnel. D'autre part, la direction maintient sa décision de licencier 42 grévistes (la liste noire primitive comprenait 58 noms)

"auxquels le directeur de l'entreprise reproche une attitude injurieuse, et des violences."

TOULON: Forges et Chantiers de la Méditerranée - chantiers navals - (3000 ouvriers)

Trois semaines "d'action", une manifestation de rue à la Seyne (15.000 personnes, dans le genre de celle des 70.000 à Nantes en mars) n'ont pas empêché les licenciements de 327 ouvriers- 54 autres initialement prévus ont été suspendus. 191 ouvriers sont mis, selon la formule consacrée à St Nazaire, en pré-retraite; les autres percevront des indemnités variables, ils ne recevront une formation professionnelle que s'ils ont moins de 45 ans.

Les chantiers travaillaient essentiellement pour la guerre (navires de guerre, engins blindés). On ne sait pas si les manifestations organisées par les syndicats avaient pour but de maintenir ces fabrications. D'après Le Monde, 16/10/64, à la suite de nouvelles commandes, l'horaire serait relevé de 44 à 48 heures.

LES MARINS et l'AUTOMATION:

Un peu partout dans les ports, les marins essaient de lutter contre les tentatives d'automation des navires, et de réduction des équipages.

Au HAVRE: cela a commencé au mois d'avril à bord d'un pétrolier "Esso-Paris". L'équipage refusa d'appareiller en embarquant 42 marins au lieu de 47 ce que tentaient d'imposer les armateurs.

Sur la promesse de discussions syndicats-armateurs, le navire avait repris la mer. Mais les syndicats CGT-CFTC acceptèrent l'arbitrage d'un fonctionnaire (inspecteur de la navigation) qui ne pouvait que donner raison aux armateurs; 43 marins au lieu de 47; alors le 27 août, officiers et marins se mirent en grève illimitée d'eux-mêmes- sans se fier aux palabres en cours. Devant la résistance des marins, Esso-Paris est vendu à la marine de guerre qui pour le prendre en charge doit faire venir ses propres remorqueurs, ceux du Havre refusant de faire ce travail.

Le 11 septembre, les marins du paquebot France, spontanément, retardèrent d'une heure trente le départ, par solidarité avec l'équipage de l'Esso-Paris.

La CGT essayait à ce moment de faire croire que la lutte était dirigée contre les trusts américains; le syndicat des marins CGT ne trouva rien de mieux que de protester contre "une ingérence de la direction générale américaine Esso-Standard dans les affaires des travailleurs de notre pays, qui aboutit au licenciement d'un certain nombre de marins français" (sic).

A MARSEILLE: fin août, des discussions se poursuivent avec l'équipage -notamment les officiers mécaniciens du navire automatisé "Ville de Bordeaux". Mais c'est celui du cargo Var, sur lequel, grâce à l'installation de télécommandes, l'armateur prétendait réduire le nombre d'officiers mécaniciens de 11 à 4, qui se met en grève illimitée à La Ciotat le 19 septembre; le cargo fut désarmé le 23 septembre.

Aussitôt des mouvements de solidarité éclatèrent partout: les marins du cargo Vivarais de Dunkerque voulaient retarder le départ jusqu'au règlement de la question du Var; mais les dirigeants syndicaux intervinrent pour que ce soit seulement un retard. Le Ferdinand de Lesseps, le Laënnec, le cargo Yarra, retardèrent leur tour de 24h, le Cyrnos, la Ville de Marseille, de 48 h. Le conflit menaçait de s'étendre. Un accord intervint à Paris entre syndicats, armateurs et gouvernement; on n'en connaît pas les termes, mais il faut croire qu'ils satisfont, au moins partiellement, les mécaniciens puisque le cargo Var fut réarmé et reprit la mer.

Cette lutte n'est qu'un début, car la Compagnie Générale Transatlantique passe commande de cargos prévus pour 26 hommes à bord au lieu de 42.

A DUNKERQUE: depuis le 17 septembre, les officiers des remorqueurs refusent de travailler la nuit et le dimanche. Ils demandent un alignement de soldes sur celles du Havre et ont refusé une augmentation de 5%. Tout le trafic du port est perturbé par ce mouvement. Le 19 octobre le travail a cessé du samedi 16h au mardi 16h. Le 25 octobre, la société de remorquage a désarmé tous les remorqueurs et le gouvernement a fourni ceux de la marine nationale pour les remplacer.

oooooooooooo

notes de lecture

" LA TECHNOCRATIE ", mythe ou réalité ? - Jean Meynaud - Ed. Payot.

Ce livre présente les mêmes qualités que "La Révolte Paysanne" (voir ICO de Mai 1964): travail sérieux, consciencieux, sur un sujet que l'auteur a pris soin de bien délimiter, dont il fait le plein, et qu'il épuise presque. Notre critique portera donc plus sur l'opinion exprimée en conclusion que sur les détails de l'étude qui nous est présentée dans cet ouvrage de 300 pages.

Dans son introduction, Jean Meynaud nous précise que la France a constitué son modèle de base et qu'il s'est gardé de toute analyse comparative avec le même problème tel qu'il se pose dans les autres pays dits occidentaux. Regrettons-le car la France évolue essentiellement dans le sillage de la société américaine et la comparaison eut permis de mieux saisir la tendance de cette évolution, donc de mieux situer le problème dans son dynamisme. De même l'auteur n'aurait-il évoqué que succinctement les données de la question de la technocratie en URSS, cela lui aurait permis d'enrichir la deuxième partie de son livre consacrée à l'idéologie technocratique, en amorçant un parallèle entre cette idéologie et celle appelée bureaucratique. Son dernier chapitre notamment celui sur les chances d'expansion de l'idéologie technocratique y aurait gagné car il est assez faible par rapport à l'ensemble du livre. Voici d'ailleurs les principales questions traitées par Jean Meynaud:

- dans la première partie, identification des technocrates, fondements de l'intervention technocratique, voies d'accès à son influence, originalité du phénomène domaine de l'intervention technocratique, modalités de cette intervention, limites du pouvoir technocratique, signification socio-politique de ce pouvoir.

- dans la seconde partie: thèmes principaux de l'idéologie technocratique de la négation de la politique au retour de celle-ci, etc...

Au fil des pages, nous avons relevé beaucoup d'appréciations intéressantes. Soulignons notamment une bonne critique de la thèse de la "révolution des managers" (p.149 et suivantes - J. Meynaud appuie l'opinion de C. Wright Mills:

" La révolution des managers... traduirait davantage une réorganisation des classes possédantes que la réalisation d'un transfert de puissance",

Pour Mills d'ailleurs, les managers seraient d'abord des hommes dociles aux capitalistes, leur compétence étant leur qualité seconde.

C'est dans ce chapitre consacré à la signification socio-politique du pouvoir technique que les lecteurs trouveront la meilleure pour une bonne discussion de la question évoquée par le titre du livre de J. Meynaud. Mais amorcer cette discussion déborderait le cadre de nos notes de lecture.

Dans les premières pages du chapitre V - thèmes de l'idéologie technocratique- relevons une critique pertinente de la "prospective" chère à Louis Armand, et de l'ouvrage de celui-ci, publié en collaboration avec Michel Drancourt "Plaidoyer pour l'avenir" (voir I.C.O. de décembre 1962). J. Meynaud considère ce livre comme le "véritable bréviaire de tous les lieux communs sur la révolution et le progrès technique" (p.213). Cependant, comme nous l'avons dit, la prose de Louis Armand trouve une large audience auprès du public des techniciens. Il en est de même du livre de Jean Baréts "La fin des politiques" dont nous avons parlé (I.C.O. de février de 1964) et que cite J. Meynaud, en remarquant que cet ouvrage est représentatif d'un certain courant de l'opinion publique.

Quelques pages plus loin, nous trouvons ce jugement avec lequel nous sommes entièrement d'accord :

"Quant à la volonté si souvent affirmée de traiter les problèmes sans référence à l'idéologie- qui est l'une des revendications constantes de l'argumentation technocratique- elle signifie simplement l'acceptation des idéologies dominantes, et par conséquent, du rapport des forces qu'elles expriment ou justifient." (p.222) (c'est nous qui soulignons).

"Quand il se transforme en technocrate, le technicien devient un politique" nous dit J. Meynaud . (p.229)

Et il cite le "grand fonctionnaire", F. Bloch-Lainé qui a déclaré: "l'administration la plus quotidienne a constamment des implications politiques".

Jean Meynaud ne sousestime pas le danger de l'application des plus récentes réalisations de la cybernétique au gouvernement et au conditionnement des hommes. Mais si " ces perfectionnements techniques ouvrent d'immenses facultés d'interventions et d'oppression au totalitarisme " (p.235) ils ne sont que des instruments maniés par les classes dominantes. Ajoutons que l'existence de la domination de ces classes dépend d'un rapport de forces qui se joue des cerveaux électroniques les plus perfectionnés. Et la meilleure preuve du danger qui menace la pérennité du pouvoir des dirigeants et possédants n'est-elle pas dans ce luxe de moyens utilisés pour maintenir les régimes d'exploitation?

Au long des quarante dernières pages de son livre, (2ème section du chapitre sur les chances d'expansion de l'idéologie technocratique, et sa "conclusion") Jean Meynaud précise sa pensée, il prend position.

Après avoir admis que la notion de démocratie bourgeoise n'est qu'une formule dissimulant les détenteurs réels du pouvoir (J. Meynaud dit exactement que cette idée acquiert une grande vraisemblance) il affirme, p.263 que:

"pourtant seule la démocratie politique... est susceptible d'assurer la promotion des couches défavorisées dans la répartition du pouvoir".

Pourquoi seulement promotion?

Parce que pour l'auteur:

"la démocratie ce n'est nullement dans les sociétés complexes la remise du pouvoir quotidien de décision à la collectivité toute entière. L'exercice du gouvernement est, par nature même de type oligarchique; pour être efficace le pouvoir doit être concentré en peu de mains".

Nous avons compris. Et même si J.Meynaud ajoute:

"l'essentiel est que les détenteurs de ces compétences demeurent sous le contrôle de leurs mandants, qu'ils soient tenus de leur rendre des comptes dans des conditions qui ne soient pas un pur simulacre" (p. 264).

cette précaution n'atténue pas la netteté de l'affirmation précédente qui nous permet de ranger J.Meynaud parmi les tenants de l'idéologie bureaucratique.

D'ailleurs, bien qu'ayant "marqué à diverses reprises que les partis eux-mêmes n'étaient pas indemnes de caractéristiques technocratiques" (p.276) J.Meynaud les juge irremplaçables.

"Il leur revient de préparer et de fournir au pays cette couche d'intermédiaires politiques (certains préfèrent dire d'élites politiques) en l'absence de laquelle il n'y a pas d'autre frein aux conceptions et impulsions techniciennes que la pression des groupes particuliers". (p.277)

Quelles sont donc ces élites politiques sinon des technocrates de synthèse, des techno-bureaucrates, pardon, des techno-démocrates. Nous connaissons la musique. Partis et avant-gardes dirigeants nous l'ont assez jouée.

Dans sa "Conclusion", J.Meynaud reprend les thèmes de sa critique contre la technocratie:

"Les grandes constructions politico-économiques dressées par les techniciens eux-mêmes débouchent généralement sur un vide social affligeant (p.284).

Toute une école tend aujourd'hui à affirmer que les oppositions sociales sont un phénomène artificiel et dépassé".

La thèse de la suppression des conflits sociaux par les progrès techniques... qui va parfaitement dans le sens de l'intérêt des couches supérieures, risque d'acclimater la conviction de l'inutilité de la lutte politique et par là de consolider les privilèges des possédants". (p.285).

"Pour que la technocratie cesse d'être par essence, conservatrice, il faudrait que les techniciens eux-mêmes, soient animés d'une volonté de changement: or, il est peu fréquent que leur audace technique s'accompagne d'un profond souci de transformation sociale". (p.286)

Rappelant les idées de Burnham, Djilas et Gurvitch, concernant "l'aptitude des techniciens, à s'organiser comme groupe dans le cadre d'une société collectivisée", et constatant que "l'action des techniciens est nécessairement affectée d'une dimension sociale" Jean Meynaud considère que "cette activité même si elle s'exerce de manière autonome tend à jouer dans le sens inspiré au système par les catégories dominantes". (p.288)

Il envisage même "qu'à la limite une technocratie scientifique progressivement installée au pouvoir par l'effet du souci de rendement maximum, prendrait la place des appareils politiques habituels en conservant l'essentiel de l'ordre social établi". (p.290)

Mais il croit "à la survie pour la période prévisible des appareils politiques de la démocratie" et malgré leurs "graves défauts et insuffisances", il leur accorde "un supplément de sympathie" face "aux dangers des comportements et écrits des techniciens".

Telle est sa conclusion qui reprend le thème traité aux pages 276 et 277: les élites politiques peuvent seules contrebalancer et freiner la poussée technocratique.

Cette opinion de l'auteur et les limites qu'il a fixées au sujet étudié l'ont évidemment empêché de traiter d'un des aspects les plus dangereux de l'évolution du phénomène technocratique, à savoir la conjonction qui tend à s'opérer entre de nombreux technocrates (en particulier ceux qui ne sont pas issus de la grande bourgeoisie possédante) et les dirigeants politiques et syndicaux des grands appareils d'encadrement des travailleurs. Le manteau de la "démocratie" recouvre les multiples contacts de ces "élites" techniciennes, sociales et politiques.

En France, ce sont surtout les attaches internationales des uns et des autres qui rendent difficile la constitution d'un mouvement unifié qui pourrait leur ouvrir la voie vers le pouvoir. Mais la tendance n'en est pas moins bien réelle et dynamique. Elle se manifeste de plus en plus dans les jeux de la politique et dans la vie sociale.

Aussi "démocratiques" que puissent se présenter ces aspirants au pouvoir ils ne peuvent cependant pas nous tromper. Nous n'avons pas besoin d'élites pour nous gouverner. Les travailleurs peuvent s'occuper de ça eux-mêmes et leur lutte quotidienne contre l'exploitation les y prépare.

ooooooo

"LA MYSTIQUE DU PLAN" - Philippe Bauchard - Ed. Arthaud.

Encore un livre sur le rôle de la technocratie, de la technocratie d'Etat pourrait-on dire. C'est un livre très utile, car tout en analysant l'influence des technocrates dans la 5ème République, Philippe Bauchard fait le bilan économique de celle-ci.

Le chapitre V, intitulé "un "enrichissez-vous" discriminatoire" est particulièrement intéressant à cet égard. L'auteur constate que l'amélioration lente du pouvoir d'achat s'est accompagnée d'une ouverture plus large de l'éventail des salaires jouant en faveur des classes, essentiellement cadres moyens et supérieurs dont le régime recherche l'appui.

Quant au chapitre qui a donné son titre au livre, il mérite lecture au moment où le Vème Plan vient de voir le jour.

Ouvrage d'un journaliste spécialisé dans les informations économiques, ce livre présente surtout un intérêt documentaire.

(suite des notes de lecture p.22)

oooooooooooo

les travailleurs à l'étranger

VIET-NAM:

A propos de la grève générale de Saïgon, les 21-22 septembre 1964.

Sous le régime colonial français, les ouvriers de Saïgon, comme ceux de toute l'ancienne Indochine, n'avaient ni droit d'association, ni droit de grève. Un embryon de mouvement ouvrier clandestin apparut vers 1930, connu par les arrestations et les condamnations des "meneurs" à la prison, au bagne, pour "manoeuvres subversives", sous le coup du fameux article 91 du code pénal modifié.

Malgré la dictature policière permanente, une vague de grèves généralisées déferla sur tout le Vietnam, de Saïgon à Hanoi, en 1936-37, paralysant l'arsenal et le chemin de fer transindochinois. Les revendications concernaient la journée de huit heures, les libertés syndicales, la liberté de presse, etc.. Ce mouvement faisait écho aux grèves suivies d'occupations d'usines en France, sous le gouvernement du Front Populaire. Sous l'influence de quelques petits groupes marxistes, une esquisse de coordination et d'organisation du mouvement s'élabora dans le feu de la lutte, pour être réduite à néant par la répression après la chute du Front Populaire en France.

Ce vaste mouvement de masse n'avait pu être prévu par personne, il avait éclaté en dehors de tout schéma préconçu par les théoriciens marxistes. Il fut, sous la haute pression des événements, un éveil en avalanche de la conscience des exploités maintenus depuis toujours dans l'obscurité, l'ignorance, et la passivité.

Nous n'avions pas davantage prévu la grève générale qui vient de paralyser Saïgon juste une semaine après le dernier coup d'Etat manqué (contre Khanh, le 13/9). La Confédération Vietnamiennne du Travail C.V.T. en lança l'ordre pour le 21 et le 22 septembre. L'existence de la C.V.T. (confédération des travailleurs chrétiens vietnamiens) remonte à une dizaine d'années. Elle fut créée par le gouvernement du catholique Diem qui mit ses hommes à la tête de l'appareil dirigeant et ses policiers dans les organismes de base. C'était une centrale syndicale sur le mode franquiste. Les opposants syndicaux -partisans de Ho-Chi-Minh ou pas- furent pourchassés par les mêmes moyens: comités d'assassinat, camps de concentration. Après la chute de Diem et les coups d'Etat successifs, le contrôle des masses ouvrières par l'Etat policier subsiste, plus ou moins désorganisé sans doute.

Pendant deux jours, les travailleurs des transports, de l'eau et de l'électricité, des télécommunications, et ceux de la plupart des usines, cessèrent le travail, formèrent des cortèges, et manifestèrent dans les rues en dépit de l'état d'urgence, et sans répression immédiate.

Nous ne connaissons pas l'ensemble des revendications ouvrières, mais le point de départ de la grève fut le refus par le patronat sino-vietnamien d'un textile de Gia-dinh, banlieue nord de Saïgon, de réintégrer des ouvriers renvoyés pour faits de grève. Deux des mots d'ordre du mouvement furent le droit de grève et la réintégration des grévistes de Gia-dinh. Le deuxième jour de la grève, après pourparlers avec les délégués syndicaux, le gouvernement reconnut le droit de grève, et promit d'intervenir auprès de la fabrique de textiles. La grève générale prit fin le mercredi 23.

Presque trois semaines se sont écoulées depuis; une "marche sur Gia-dinh"

fut projetée par la C.V.T., le gouvernement n'ayant pas tenu sa promesse de faire réintégrer les renvoyés du textile. Aux dernières nouvelles cette "marche" a été décommandée par le syndicat dont le président, un certain Buu serait poursuivi comme complice du coup d'Etat manqué.

Il n'est pas facile d'apprécier un mouvement d'une telle ampleur - jamais connue depuis 36-37- et se produisant dans une conjoncture particulièrement complexe, lorsqu'on n'a d'autres sources d'information que les journaux. Nous essayons seulement de formuler quelques hypothèses à ce sujet.

Dans quelles circonstances le mouvement a-t-il pu éclater?

On ne peut provoquer artificiellement une grève générale dans un Etat en guerre où règne la terreur. Une certaine effervescence longtemps demeurée sourde, avait pu grandir dans les masses par suite de l'instabilité du régime. Ce mouvement est exploité d'une part par les partisans d'Ho-Chi-Minh qui n'ont cessé de noyauter en dépit de la répression et qui ont tout intérêt à la faire exploser; d'autre part, par les dirigeants du syndicat, louvoyant entre les factions militaires rivales et soucieux de défendre leur situation de dirigeants.

Des slogans anti-américains furent lancés d'une part, correspondant à la fois à un sentiment réel de masses et à l'orientation anti-américaine de Ho-Chi-Minh; et d'autre part, Buu, le président catholique de la C.V.T. est poursuivi pour complicité avec les généraux du coup d'Etat manqué. Nous sommes ici probablement en présence de la conjonction de deux oppositions aux nouveaux tenants du pouvoir qui ne sont que des exécutants de la stratégie américaine, sans aucune base ni perspective politiques.

D'après ce qui précède, nous voyons qu'il y a dans cette conjoncture extrêmement complexe, tentative d'embrigadement permanent des masses par les militants du Front National de Libération (F.N.L.) restés dans l'ombre: appuyer la guerre de Ho-Chi-Minh contre les généraux américains en misant sur les factions militaires rivales de Saïgon. Bien que le mouvement soit déjà largement exploité et canalisé dans ce sens, il n'en reste pas moins que la nouvelle génération de travailleurs de Saïgon a pu prendre une certaine conscience de sa force, et peut-être ceci constitue-t-il une expérience utile pour l'avenir.

Mais de là à trouver la voie autonome de son émancipation face à la domination des grandes puissances (américains, russes, chinois, ou même français) (neutralisme !) elle aura encore de dures expériences à faire, tout comme les ouvriers des pays avancés.

GRANDE-BRETAGNE:

Grève sauvage des bus à Glasgow

(extrait de la brochure Busmen in action - publiée par le groupe anglais "Solidarity" - B.Potter, 197 Kings' Cross Road-London-WC)

Les nouveaux horaires: en octobre 1963, la Compagnie de Glasgow ordonna brusquement de nouveaux horaires, qui pour la plupart des garages signifiaient précisément une plus grande intensité de travail, des tours plus longs, un arrêt plus tardif, de plus longs intervalles entre les bus sur la route. L'attitude de la base fut claire. Les hommes n'étaient pas préparés à travailler de cette façon. Ceci s'illustre par le résultat d'un scrutin secret fait à ce moment au dépôt Ibrox. Le résultat du vote se prononçait à 227 voix contre 17 pour la grève si les nouveaux horaires n'étaient pas retirés. Les patrons comprirent et les anciens horaires furent repris. En ce qui concerne

Les chauffeurs de bus, l'affaire était close.

Puis vinrent des pourparlers pour des augmentations de salaires en février 1964 (14 shillings pour les machinistes et 10.6 pour les receveurs). Leurs salaires étaient à ce moment de 11 L, 12sh, 9p et 11 L, 4sh, après une année de service. La direction espérait qu'avec ces "concessions" les ouvriers pourraient être plus "raisonnables" et brusquement en avril 1964, la question des nouveaux horaires réapparût. La réponse des dépôts fut immédiate.

Ibrox tint une assemblée et unanimement décida d'arrêter le samedi soir suivant. Le dépôt de Langside fit de même et décida de commencer la grève 24 heures plus tôt, croyant, ce qui était juste, que la grève serait plus effective si elle commençait le vendredi soir. Après une rapide discussion, Ibrox avança l'heure d'arrêt du travail pour se solidariser avec Langside. Nous relatons ces détails pour dissiper toute illusion sur le fait que ces arrangements auraient pu être soigneusement fixés à l'avance selon un plan pré-établi. Au contraire le fait significatif dans ce différend fut qu'il n'y eut pas de leaders "pré-établis" quoique la grève révéla que les différents dépôts tendaient à désigner leurs propres représentants. Ce qui arriva, très simplement, c'est que les gars des bus examinèrent les nouveaux horaires, réfléchirent à ce sujet, et entrèrent en action.

Les dirigeants syndicaux: Quant aux dirigeants des syndicats, et particulièrement Alex Grant, le secrétaire de la T.G.W.U. (I) de l'arrondissement de Glasgow, président du conseil syndical de Glasgow, ils étaient les plus actifs dans la "lutte pour le retour des ouvriers au travail" pour que les négociations puissent continuer. Comme Grant le soulignait lui-même dans "Le Citoyen du Soir", le 16 avril: " je puis dire que presque tous les dépôts ont débrayé. Notre tâche est de les faire tous rentrer."

Un autre point intéressant est l'attitude du comité d'arrondissement élu qui a voté l'acceptation des nouvelles brigades par neuf voix contre quatre. Le machiniste Charlie C... du dépôt de Langside, a fait un excellent commentaire à ce sujet. Le vote du comité de district de 9 contre 4 montre que quelques membres ont voté contre les souhaits des membres de leur propre secteur. Le fait que la grève était pratiquement totale, le prouve sans conteste.

Qu'est-ce qui poussait le comité d'arrondissement à agir ainsi? Un autre machiniste offrait une réponse possible. " Ils ont voté de cette manière sur le conseil du secrétaire d'arrondissement Grant. Si le vote avait été contre les nouveaux horaires alors le comité d'arrondissement aurait été forcé de passer à l'action. La grève aurait été officielle, au moins au niveau du comité d'arrondissement. En précipitant l'acceptation des horaires, Grant s'assurait qu'il n'y aurait pas que des grèves sauvages. Et pourquoi Grant et ses amis désirent-ils la grève "non officielle"? Eh bien la corporation de Glasgow est contrôlée par le Labour Party (parti travailliste). Le Labour Party règne à George Square ! Les dirigeants syndicaux sont leurs amis et sont généralement membres du parti.

Il n'y avait certainement pas désaccord de pensée entre la direction syndicale et le responsable des transports de la corporation de Glasgow, le conseiller travailliste, Sam Hughes. Le 6 avril, le " Citoyen du Soir" avec enthousiasme, rapporte ce que dit Hughes: " La grève n'est pas officielle. Les syndicats ont fait tout leur possible pour ramener les hommes au travail. Je me rends compte que la moitié des hommes ne savent rien à propos de la grève ".

Plus tard, le même jour, trois syndicats officiels s'efforçaient, en vain, de parler à 250 machinistes et receveurs en colère, sur un terrain vague près du dépôt

de Parkbeard. Le frère Peter Conlon avait la tâche désagréable de faire aux ouvriers le compte rendu d'une réunion avec le responsable travailliste des Transports, Sam Hughes. Willie Scholes, le secrétaire écossais T.G.W.U. était également présent. Le frère Conlon ne va pas plus loin que : " nous avons promis que les négociations reprendraient bientôt ..." quand cette scène de désordre éclata. Hommes et femmes clamaient: " démission"... " nous ne retournerons pas ... quittez la tribune... Nous avons été trahis !... " Le dirigeant syndical, Philip Jenkins demanda finalement, s'il y avait des gens d'accord avec une proposition de reprise du travail. Environ une douzaine levèrent la main. Donc le vote était sur la grève et une forêt de mains se leva en l'air.

La situation ne pouvait pas être plus claire. Le syndicat des patrons et les bureaucrates du Labour Party d'un côté... les ouvriers de l'autre.

Grèves sauvages et grèves officielles: A aucun moment, il n'y a plus d'hypocrisie de la part de la direction, des bureaucrates syndicaux et de la presse, que pendant une grève sauvage.

En ces occasions, ces sommités suggèrent qu'ils pourraient soutenir les grévistes si seulement ils "se conformaient aux règles syndicales". Mais chaque militant sait de sa propre expérience que les patrons n'ont jamais soutenu et ne soutiendront jamais les ouvriers luttant pour améliorer leurs conditions. Alors comment ces "gentlemen" peuvent-ils soutenir une grève "officielle" .

A plusieurs reprises, pendant la grève de Glasgow, la compagnie des Transports soutint le comité d'arrondissement T.G.W.U. dans son vote de 9 contre 4.

A plusieurs reprises, ils utilisèrent ce vote comme un argument pour inciter les ouvriers à retourner travailler. Pensent-ils donc que les ouvriers soient aussi stupides? Nous savons parfaitement bien que la compagnie des Transports, comme tous les autres employeurs, acceptera les décisions du syndicat tant qu'elles couperont l'herbe sous le pied des ouvriers, mais attaquera les syndicats quand, sous la pression des gars de la base, ils feront un peu d'action ouvrière.

La haine des employeurs et de leurs alliés pour la grève sauvage est fondamentale. Une action non officielle est celle où les ouvriers eux-mêmes, à la base, prennent les décisions... Rien ne peut être plus démocratique, rien plus révolutionnaire. Une action non officielle conteste la véritable base de classe de la société. Elle conteste la conception de la classe dominante que la société devrait se former d'un groupe de gens qui prennent les décisions (les managers et les dirigeants des syndicats) et un autre groupe (les ouvriers) qui existe seulement pour exécuter les décisions. Dans une action non officielle, les travailleurs se contrôlent eux-mêmes. Ils cessent d'être une masse influencée, ou "suiveuse" pouvant être lâchée ou renvoyée selon le caprice de leurs soi-disant chefs. Les gens qui auront fait les sacrifices eux-mêmes prennent les décisions. Pleins de ressources, d'initiative, de solidarité, ils se donnent sans réserve. A cause de cela, la grève sauvage est souvent la plus haute forme de lutte. Dans ce sens, ces luttes nous donnent une sorte de prévision de la future société socialiste, une société où les petites gens auraient le plein contrôle de leur vie, tant de leur travail que de leurs loisirs. Ces luttes montrent à beaucoup d'ouvriers combien sont inutiles "les patrons" et les dirigeants des syndicats.

Dans toute bataille avec les employeurs il est essentiel pour la victoire que l'autorité se trouve à la base et y reste. C'est seulement dans cette voie que la propre confiance et conscience des travailleurs grandiront. De ce point de vue, une grève officielle peut être un pas en arrière, en particulier là où la "reconnaissance officielle" signifie une restitution de pouvoir et de l'initiative des gars de la base

dans les mains des bureaucrates professionnels des syndicats.

Pour le développement de la conscience d'un militant, l'important est de savoir comment une bataille a été gagnée, et non pas ce qui a été gagné.

.....

Le besoin d'une unification de la base:

Dans toute grève sauvage importante, on peut considérer que les travailleurs trouveront contre eux:

- les dirigeants de l'entreprise,
- la presse,
- la police (protégeant les droits des jaunes)
- les dirigeants syndicaux permanents

Cette puissante coalition rend plus vitale encore l'unification de la base.

Une des principales armes de nos dirigeants pour empêcher les travailleurs de parvenir à un contrôle quelconque de leur travail est la tactique "diviser pour régner". Diviser les travailleurs en catégories et en sections. Des salaires différenciés. Des conditions légèrement différentes d'une entreprise à l'autre, ou dans ce cas, d'un dépôt à l'autre. C'était exactement ce que les nouveaux horaires faisaient.

Quelques dépôts, comme Larkfield, n'observaient que peu de changement dans leurs conditions de travail. Par contre, à Langside, cela représentait d'importants changements....

Ceci rendait nécessaire une réunion de tous les garages pour que les hommes d'un dépôt puissent connaître les sentiments des hommes des autres dépôts.

L'initiative d'une telle assemblée vint du dépôt Ibrox dont le comité décida de tenir un "meeting public de tout le secteur, auquel tous les autres secteurs seraient invités. Ce meeting fut prévu pour le lundi après-midi 6 avril... La salle pouvait tenir 750 personnes. Elle était à moitié remplie quand les 600 ouvriers d'Ibrox y entrèrent. En quelques minutes la salle fut remplie de grévistes. Des centaines de nouveaux arrivants furent arrêtés à la porte par la police

...Quand vint le moment de voter, seulement le secteur d'Ibrox eut à voter. Les autres garages montrèrent en tapant des pieds et en criant qu'ils soutenaient la décision d'Ibrox de continuer la grève. Dans la soirée de lundi, la grève était solide dans presque tous les garages. Seulement 100 des 1300 bus à deux étages circulaient dans Glasgow.

La participation massive est illégale:

Une réunion semblable au meeting d'Ibrox fut organisée pour le vendredi 8 avril, dans le hall des concerts de Glasgow. Il fut suivi par 1450 hommes venus des 11 dépôts de la ville.

Tout le temps, une pression constante était exercée sur les syndicats officiels pour appeler eux-mêmes à une réunion de masse ... Mais d'une façon logique, ces requêtes étaient refusées. Les dirigeants syndicaux connaissaient parfaitement bien cela s'ils cautionnaient une telle réunion, le résultat serait d'avoir une grève "officielle" sur les bras. Ils arguèrent par conséquent, que la réunion de l'Ibrox était "illégale" Ils étaient déterminés à ne pas la violer légalement. Mais le fait qu'ils aient décrété la réunion "inconstitutionnelle" n'empêcha pas Alex Grant et Joe Gibroy (le secrétaire régional de la T.C.W.U.) d'y assister et de dire aux ouvriers rassemblés qu'ils devaient reprendre rapidement le travail. C'est en réponse à cette demande des syndicats officiels

que par la voix de Peter Callaghan, secrétaire du secteur d'Ibroy, dit clairement que les hommes seraient heureux de retourner au travail dans l'heure suivante s'ils étaient assurés de reprendre les anciens horaires.

"Alors, sous les des 1450 présents, les hommes d'Ibroy votèrent la grève (5 d'entre eux furent dissidents). (le quotidien Express de Glasgow, du 9 avril).

La réunion donnait aux militants de tous les dépôts l'occasion de s'adresser aux militants d'autres dépôts en présence des dirigeants syndicaux. Les différences entre les deux points de vue étaient claires comme de l'eau de roche. La réunion permettait aussi d'établir un lien entre les dépôts.

Tout ceci se passait à l'intérieur des structures officielles du syndicat et pourtant, en même temps, constituait une tentative de briser d'un bout à l'autre la procédure, les manoeuvres, et les délégations de décision, tout ce qui empêche normalement les contacts entre les membres de la base du syndicat appartenant à différentes branches

.....

La reprise du travail:

La grève ne dura que peu de temps. A la fin de la semaine, la plupart des hommes tendaient à retourner au travail. Mais conversant avec les ouvriers des bus, on ne notait pas de signe de démoralisation. L'un après l'autre, les ouvriers donnent l'impression que ce n'était que le premier round.

Le plus qui ait été obtenu fut la promesse de Lord Provost, "d'un examen du département de la Compagnie des Transports, et d'avoir obligé le syndicat à reprendre les négociations.

Les ouvriers eux-mêmes ont compris que leur plus grande faiblesse fut le manque de coordination entre les dépôts au niveau de la base. Déjà, une réunion des ouvriers de la base a été tenue entre cinq dépôts importants. Les ouvriers des bus ont aussi compris que les autres travailleurs avaient besoin d'être informés.

Durant toute la grève, la plupart des informations que les travailleurs eurent, furent données par la presse, ce qui était constamment faux ou déformé.

....

(les camarades qui voudraient se procurer le texte complet de la brochure "Solidarity Pamphlet N° 17- Busmen in action" peuvent écrire à B.Potter - 197 Kings Cross Road- London - WC)

GREVE SAUVAGE du métro à Londres.

(informations tirées du Financial Time, quotidien financier anglais)

"La grève d'hier de la moitié des employés du métro de Londres, souligne le problème qui se pose à chacun de ceux qui - dirigeants d'entreprises ou gouvernement- font des tentatives sérieuses pour obtenir la coopération des syndicats. Les dirigeants du syndicat des chemins de fer étaient parvenu à un accord avec les Transports de Londres, poussés par le désir d'éviter un conflit qui puisse compromettre les chances électorales du parti travailliste. Ceci pourtant a eu peu d'effet sur les membres et la moitié d'entre eux refusa de conduire les trains hier. "

C'est en ces termes que le journal financier "Financial Time" (13/10/64) situe bien la grève du métro de Londres et en même temps les "problèmes posés autour du mouvement syndical. Dirigeants syndicaux, gouvernement et dirigeants d'entreprise sont tout prêts à coopérer, mais la base ne suit pas.

Les leaders syndicaux avaient passé des accords avec la direction des Transports de Londres pour de nouveaux horaires de travail et des aménagements de salaires pour les quelque 10.000 employés touchés par ces mesures destinées à accroître la productivité. Ces nouveaux horaires furent appliqués le 12 octobre et aussitôt la moitié des trains furent stoppés. Les chefs syndicaux, dans la journée, parcoururent les dépôts pour faire reprendre le travail. D'après "The Financial Time", les leaders syndicaux ont été largement ignorés par une fraction des employés du métro qui se sont donnés une sorte de direction non officielle".

Les leaders syndicaux et ceux du Labour Party se sont déchaînés contre cette grève:

"Nous ne pouvons pas faire autrement que de condamner l'action d'un petit groupe du métro de Londres...La présente action est contraire aux meilleurs principes du syndicalisme..." (Ray Gunther, président d'un des trois syndicats des chemins de fer).

"Quels que soient leurs griefs, il est intolérable qu'une très large part des Transports de Londres puisse être stoppée par l'action d'une petite minorité".. (Harold Wilson, chef travailliste, devenu premier ministre après les élections).

On comprend leur colère car les élections avaient lieu quelques jours plus tard.

La grève cessa le 15 octobre, après un meeting orageux tenu le 14, après toutes sortes de pressions sur les grévistes et l'isolement de la ligne (District Line) en grève totale (il semble que l'effort des dirigeants syndicaux ait visé à empêcher toute solidarité financière des autres dépôts).

oooooooooooo

LICTIONS

REUNION des camarades de Paris- 17 Octobre 1964-
22 présents- (assurances générales, Jeumont, Imprimerie, Renault-Sinca, Sud-aviation, de petites boîtes, étudiants, divers).

I- INFORMATIONS d'entreprises:

Les principales informations figurent dans la rubrique: les travailleurs en France- l'impression donnée par les camarades est que tout est calme en France dans les entreprises, et que les discussions se partagent entre les jeux olympiques et le départ de K.-quelques tracts syndicaux isolés, aucune action, même sur les salaires.

II- ANARCHO-SYNDICALISME:

une mise au point du groupe "Noir et Rouge" figure dans ce bulletin la discussion se poursuivra si nécessaire.

III- UN CAMARADE du GROUPE DE LIAISON pour l'ACTION DES TRAVAILLEURS (GLAT)

(groupe qui publie un bulletin intitulé "Lutte de classe pour le pouvoir des travailleurs") (I) pense que sa participation aux réunions d'I.C.O. ne peut se poser pour lui que comme représentant de son groupe; dans ces conditions il exprimerait les positions et apporterait les informations de ce groupe. Divers camarades d'I.C.O. rappellent la formation et le fonctionnement d'I.C.O. et comment il réunit sur la base de leur expérience de travailleurs et dans une liberté de discussion totale des camarades soit isolés soit appartenant par ailleurs à d'autres formations (Communistes de Conseil, Fédération Anarchiste, Noir et Rouge, Socialisme ou Barbarie). Selon la formule telle qu'elle s'est dégagée de ce travail en commun, il est exclu qu'I.C.O. puisse être un cartel d'organisations qui discuteraient par leurs représentants des positions de leurs groupes respectifs sur tous les problèmes. On peut juger cette formule dérisoire si l'on se place du point de vue d'une organisation ayant un programme et définissant des positions sur chaque problème. Mais les camarades d'I.C.O. ont précisément vécu ces expériences stérilisantes, et essaient de trouver un mode d'échange et de liaison qui préserve l'indépendance de pensée et d'action de chacun.

Le camarade du GLAT discutera de tout ceci dans son groupe (échange de bulletin, ou participation sur cette base).

IV- LETTRE d'un CAMARADE DE TOULOUSE:

...Mille fois merci pour votre revue que j'ai bien reçue ce dont je te remercie personnellement, ainsi qu'au nom de plusieurs copains du groupe qui ont été intéressés.

Votre revue est nécessaire, très utile. Certes il faudrait (mais ce n'est qu'un rêve) qu'elle soit plus dense en renseignements de toutes sortes émanant d'un plus grand nombre d'entreprises, françaises et même étrangères. Cependant là n'est pas votre seule tâche et j'ai beaucoup apprécié vos études, reportages, etc... Je consens à vous aider dans la mesure où je pourrai obtenir des renseignements concernant la situation ouvrière de grandes entreprises d'électricité; Hazemeyer, Silcc, Bonneau, et d'autres. Là aussi sur le plan syndical les grandes centrales dominent, la situation de l'ouvrier est assez précaire."

oooooooooooooooo

(I) Ce groupe pose des perspectives révolutionnaires dans ces termes:
" Nous ne croyons pas que tout d'un coup la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire, que, pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en organisant peu à peu les liaisons qui permettront aux travailleurs de se jouer des bureaucrates syndicaux et autres, de coordonner eux-mêmes leur action ".

DISCUSSION

La lettre des camarades de "NOIR & ROUGE", plus qu'une réponse à des idées avancées dans les derniers numéros d'I.C.O. (cités dans le texte), plus qu'une critique de la manière dont ces idées ont été émises, doit être l'ouverture d'un débat auquel nous demandons aux camarades d'I.C.O. de participer le plus largement possible.

"Cette lettre est l'expression collective du groupe "Noir et Rouge" Elle l'est à deux titres: elle exprime d'abord, notre point de vue d'anarchistes, ceci pour lever toute équivoque quant à notre "fond"; elle exprime ensuite l'opinion de militants dont plusieurs furent, ou sont encore à I.C.O. en fraternel contact avec des camarades d'autres tendances, venant du marxisme, du communisme de Conseil etc....

"C'est précisément parce que nous pensons que l'expérience de rassemblement d'I.C.O. est originale, dans son honnêteté et sa netteté, que nous croyons utile de préciser aujourd'hui notre position, au moment où ce qui ne devrait donner lieu qu'à échanges fructueux et courtois d'opinions divergentes, risque de se transformer rapidement si nous n'y prenons tous garde, en affrontement stérile, négations même de ce que fut notre travail commun.

"Les camarades auront déjà deviné que nous voulons parler de la réponse à la lettre d'un "camarade de Dordogne", publiée pages 16-17 dans le N° 32 d'I.C.O. cette réponse n'exprimant d'ailleurs que la pensée d'un ou quelques copains d'I.C.O. bien entendu. Disons-le, tout net, cette réponse nous a inquiété, et certains points nous paraissent difficilement acceptables, d'où notre présente lettre.

"Mais voyons les faits: un camarade de Dordogne, lui-même anarchiste, pr contre les comparaisons faites dans I.C.O. de "juillet-soût" (nous pensons qu'il s'agit du N° 31) entre anarcho-syndicalisme et trotskysme et parle d'ignorance volontaire dans le fait d'amalgamer les deux choses. Il le pense, il le dit, c'est naturel. Il était également normal qu'on lui réponde, certes, mais pas à côté, comme cela a été fait, en redémarrant un nouvel amalgame et en collant d'ironiques guillemets autour d'ironiques formules du genre "barrière de la foi", etc... C'est cet esprit là que nous n'avions pas vu jusqu'ici à I.C.O. et c'est pour ça, entre autres choses, que nous nous y sentions bien, parce qu'on n'y parlait pas entre adversaires mais entre copains. Peut-être sommes-nous trop sentimentaux, incorrigibles anarchistes que nous restons?

"Quoi qu'il en soit, et par delà notre accord profond à I.C.O., dans la dénonciation des partis et des bureaucraties syndicales, quelles qu'elles soient nous devons dire que notre position d'anarchistes qui s'affirment (c'est peut-être présomptueux, mais ceci est une autre affaire) tels et n'ont jamais caché leur appartenance, nous fait comprendre la protestation du camarade de Dordogne et la partager.

"La réponse dit que la comparaison anarcho-syndicalistes et trotskystes a "suscité de la part d'autres camarades d'I.C.O. des protestations semblables à la sienne". Elle oublie toutefois de mentionner la remarque faite, avec modération, par un de nos camarades lors de la réunion d'I.C.O. du 12 septembre qui exprimait un désaccord quant à l'assimilation faite (I.C.O. N° 31, p.19) entre bolcheviks et anarchistes à propos de "minorités". Cela allait bien plus loin que de trouver "trop expéditif le jugement formulé sur les minorités syndicales" (nous soulignons l'adjectif) comme dit dans la page 15 d'I.C.O. contenant la réponse qui nous occupe ici. Peut-être notre camarade fut-il trop modéré, par souci de conciliation, dans sa remarque et aurait-il dû s'exprimer plus nettement devant le rebondissement d'aujourd'hui? On se le demande.

"Car s'il s'agit (allons-y !) d'un conflit entre anarchistes et marxistes ou ex-marxistes (nous faisons ce distinguo car, au cours de discussions, certains camarades d'I.C.O. nous ont dit ne plus être marxistes- dont acte) ou simplement entre anarchistes et camarades ne se réclamant d'aucune idéologie, alors il faut voir les choses en face et parler net. Nous ne sommes pas venus à I.C.O. pour "faire la retape" noyauter comme le font par exemple les trotskystes partout où ils passent. Nous ne sommes pas venus non plus à I.C.O. pour "barber" les autres avec notre anarchisme en l'opposant incessamment à ... autre chose et nous espérons que le (ou les) responsable de la réponse en conviendra. Mais nous le répétons, nous sommes anarchistes, que cela plaise ou non, même si le simple fait de dire pourquoi nous luttons nous expose à être assimilés à des trotskystes, voire des staliniens ou encore des catholiques, comme cela est fait dans la réponse incriminée ! Que des camarades "en soient revenus" du marxisme et ne veuillent plus se réclamer "s'armer" dit la réponse, d'une idéologie, c'est leur affaire; mais ce n'est pas une raison pour ne plus voir chez les autres que "dogmatisme", lorsqu'ils essayent d'avoir une conception simplement globale et un peu cohérente, ou bien "propagande autoritaire", quand ils tentent d'exprimer publiquement leurs point de vue.

"Pour notre part, nous n'avons pas, en gros, été déçus par l'anarchisme et les idées qu'il véhicule nous semblent toujours bien "vivantes".

"Cela est-il devenu incompatible pour certains des camarades avec l'appartenance à I.C.O.? question brutale, mais la franchise s'impose quand on apprend soudain qu'être anarchistes peut nous faire assimiler aux "fidèles d'une foi" (c.f. réponse). Curieuse foi que la nôtre, sans Dieu, sans prêtres, et même sans illusions sur les résultats du combat. Que reste-t-il alors? c'est à l'auteur (ou aux auteurs) de la réponse que nous le demandons: pourquoi milite-t-il? Ça c'est la question. Pourquoi lutte-t-on? Pour "aider les travailleurs, les hommes à faire leurs affaires eux-mêmes" selon Tolain (cité par la réponse)? Le mot est juste dans l'ensemble (notons que ce genre de phrase est courante, on pourrait presque dire banale dans les écrits anarchistes. Passons. Qu'importe le flacon...) mais tout de même insuffisant, et vague. Pourquoi "aider"? par charité? ou parce que "ma liberté est celle des autres"? (encore un vieux poncif anarchiste). Et comment "aider"? Il y a bien des façons d'aider. Enfin de quelle manière les travailleurs, les hommes, vont-ils "faire leurs affaires eux-mêmes" pratiquement?

"De même quand un gars de la C.N.T. dit "amener les gens à penser comme nous", la phrase est vague. Ce n'est pas une raison pour en déduire qu'il veut dire obliger les gens à penser comme nous. On pourra toujours "gloser" des phrases comme celle-ci ou comme celle de Tolain; ce qui est intéressant c'est de voir ce qui a été fait réellement.

En réalité, peu importe qu'anarchistes, tous ceux qui se disent anarchistes (et nous sommes de ceux-là) la question est autre: certaines idées, certaines méthodes (qualifiée par nous de libertaires) ont été tentées, parfois depuis longtemps

"parfois récemment. Elles nous paraissent bonnes à pratiquer, pour nous d'abord, pour les autres, s'ils le désirent, une fois informés. Que d'autres les pratiquent ou les aient pratiquées, sous d'autres étiquettes, ou sans étiquette du tout, ça ne nous gêne pas. Mais qu'on nous fasse un mauvais procès, celui de rester anarchistes et de le dire, pas d'accord; nous n'avons pas l'intention de chercher des mots nouveaux pour des attitudes chez nous familières, d'"aligner" ou d'édulcorer un vocabulaire dans l'ensemble bien adapté. Ou en serait l'utilité? Il nous faudrait une phrase pour exprimer que nous proposons de supprimer la hiérarchie, le gouvernement, etc... alors qu'anarchiste le dit en un mot.

"Si donc c'est uniquement une question d'étiquette et de vocabulaire nous espérons que l'auteur (ou les auteurs) est (sont) capable (s) de supporter de légères différences entre l'expression de notre antidogmatisme et la leur.

"Si par contre, la controverse est plus importante que cela, s'il s'agit de mettre dans le même sac "Marxisme" et "Anarchisme" il faut discuter franchement. Que le ou les auteurs de la réponse expliquent posément:

- 1- de qu'ils appellent anarchisme
- 2- en quoi leurs idées diffèrent de ce qu'ils appellent "anarchisme"
- 3- et (dans la mesure où l'idée qu'ils se font de l'anarchisme est la même que celle que nous avons) en quoi leurs conceptions diffèrent des nôtres.

"Ce n'est malheureusement pas ce qui a été fait, bien au contraire et nous pensons que la réponse assimile hâtivement, c'est le moins qu'on puisse dire tout et rien: qu'elle mélange en ironisant, combat politique et église, en faisant semblant de croire, pour finir, que la critique du rôle des dirigeants chez les anarchistes coexiste avec une défense inconsciente de la notion hiérarchique. Nous sommes d'accord, mille fois, avec l'équation: dirigeant = hiérarchie, donc à combattre; pourquoi vouloir faire dire le contraire à des camarades qui ne le disent pas !

"Quant au reproche de trop voir certains anarcho-syndicalistes avec les trotskystes c'est une chose. Mettre tous les anarcho-syndicalistes dans le même panier en est une autre. Là aussi la méthode de discussion nous semble dangereuse et la généralisation tombe d'elle-même devant la réaction, précisément du copain de Dordogne, réaction qui n'est d'ailleurs pas unique.

"Mais finalement, le plus contestable dans cette fameuse réponse, nous semble bien être l'essai d'explication de l'avant dernier alinéa qui, sous forme de question (anodine et qui paraît faire référence à un fait historiquement prouvé, et bien connu !) donne une réponse: à savoir qu'anarcho-syndicalistes et bolcheviks auraient la même conception de la "prise de pouvoir" par un groupe politique. C'était déjà la même explication à propos du problème des minorités, où l'on assimilait les anars aux bolcheviks (I.C.O. N° 31, p.18) que certains camarades aient cette opinion c'est leur droit. L'anarchisme n'est pas un tabou, ceux qui l'attaquent ne sont pas des sacrilèges. Mais qu'au lieu de poser le débat franchement et de justifier honnêtement leur position, ils procèdent par généralisations ou par affirmations incertaines, tantôt à propos d'une chose, tantôt à propos d'une autre, là, l'esprit, la méthode employée nous paraissent nouveaux, ô combien désagréablement à I.C.O.

"Allons-nous commencer à I.C.O., à notre tour, à nous pourfendre pour justement, une bagarre d'"étiquettes" (et la réponse incriminée nous paraît être de nature à "braquer" les positions) ou discuterons-nous fraternellement, franchement en enrichissant nos expériences de nos divergences mutuelles? Il serait regrettable qu'une expérience comme celle d'I.C.O. finisse par échouer, parce que nous n'aurons pas su réagir en hommes véritables. Entre la voie commode de la polémique et du mépris et celle de la confrontation, d'égal à égal, il est encore temps de choisir A nous tous d'en profiter. "

NOTES DE LECTURE (suite)

" DE LA MYTHOLOGIE MARXISTE-LENINISTE" par Gaston Britel.
(Ed. La Moisson Nouvelle, en vente Librairie Publico,
3 Rue Ternaux, Paris IIè)

A une époque où les "véritables marxistes-léninistes" s'excommunient à tour de bras, voici une étude d'une centaine de pages qui vient mettre enfin les choses au point.

Depuis le temps que l'on nous rabat les oreilles avec la dialectique et l'infaillibilité du marxisme, il est réconfortant de lire un auteur capable de démontrer, textes à l'appui, le caractère religieux et le véritable "mythe" de la dictature du Proletariat, mythe qui a puissamment contribué à l'anéantissement du Mouvement Ouvrier International.

Mythologie le Marxisme-Léninisme? Que serait donc d'autre l'interprétation définitive et absolue d'une théorie? Lénine se jugeant seul capable de saisir la pensée plutôt confuse de Marx, a mis en place des fondations religieuses pour asséoir le culte de la tyrannie. Il faisait de "son marxisme" le cathéchisme d'une révolution qu'il voulait DIRIGER et devenait, ainsi, le prophète d'une nouvelle religion politique.

Après un bref aperçu de la situation économique de la Russie avant et au début de la Révolution, Gaston Britel développe la pensée de Lénine qui écrit: "Enfin, la masse en révolte doit être prise en mains, sans délai, par une organisation d'intellectuels résolus et organisés en parti doté d'une discipline inflexible, se fixant comme but la prise du pouvoir par tous les moyens."

Si la pensée de Marx est confuse, celle de Lénine est remarquablement claire: la structure hiérarchisée du système capitaliste reste valable en régime marxiste. Il n'y a donc pas un véritable changement du mode de production (puisque les travailleurs ne pourront décider de leur travail et de l'utilisation du produit) mais tout simplement "aménagement" de ce qui existe déjà. La "prise en mains" de la masse en révolte consiste surtout à briser cette révolte. Tactique vieille comme le monde, et que savent si bien utiliser les syndicats actuels.

Après un bref rappel de l'insurrection de Cronstadt (1° Mars 1921) où les ouvriers demandent notamment, l'abolition des privilèges du parti communiste et qui sera écrasée par Trotsky, le 18 mars, Britel n'a aucun mal à nous convaincre que la dictature du prolétariat, phase de concentration maximum de l'Etat, ne peut absolument pas amener, par la suite, la disparition de ce dernier !!

Un mythe s'écroule. Il est bon de nous avoir rappelé ces quelques vérités.

oooooooooooo

publications

Comme pour tous les articles d'I.C.O. les opinions émises à propos de tel ou tel article sont celles du camarade qui a lu la publication. Chacun peut-être d'accord ou pas d'accord, et l'écrire.

En espagnol:

RUTA-F.I.J.L. en Venezuela-juin Juillet- Revue bien faite malgré des moyens techniques modestes- articles d'affirmation idéologique éducation sociale et discussion entre les différents courants libertaires espagnols.

REGE NERACION: F.A.mexicaine- Apartado 9090- Mexico I. DF. Nos 81 à 84.

LA PROTESTA: anarchiste- Santander 408- Buenos-Aires(Argentina) -dans le numéro de mai les notes syndicales nous relatent les luttes (avec morts et blessés) des clans pour dominer le syndicat du bâtiment. Ce sont les péronistes de deux bandes et les "communistes". Luttes des dirigeants, luttes des gangsters. occupation des usines dans la métallurgie, la plus importante étant celle de AVONSA de Pilar, en réponse aux licenciements. Le N° de juillet passe en revue le mouvement anarchiste en Italie, Espagne, France, etc.. La CGT argentine à majorité péroniste continue sa campagne contre le gouvernement en utilisant les revendications comme prétexte pour ses objectifs politiques sans jamais aller trop loin (voir CGT française). Les occupations des lieux de travail dans le cadre du "Plan de lutte" des syndicats ont eu ce caractère.

A. I. T. :mensuel bilingue, 4 rue Belfort, Toulouse (H.G.), articles sur la révolution espagnole, l'occupation des usines en Italie en 1920, les luttes dans la Loire Atlantique, etc.. Et un éloge de Nehru qui nous semble déplacé dans un journal ouvrier.

LA BATALLA: -juillet- 5 Rue Aubriot, Paris, 4è- Commentaires sur les grèves des Asturies du POUM et au Pays Basque, sur la crise du P.C.E. pour l'unité syndicale, etc. La position du POUM est ainsi résumée dans un éditto: " il est nécessaire (pour donner une impulsion à l'offensive antifranquiste) que le front ouvrier réel qui existe dans les mines, fabriques, et ateliers des Asturies, Pays Basque, ..front où se retrouvent les travailleurs de toutes les tendances et ceux qui n'en ont pas soit animé et organisé par les forces politiques et syndicales du prolétariat" Il faut croire que cela gêne un peu tout le monde, que les ouvriers et paysans espagnols luttent sans une direction bien établie. Nous constatons qu'ils s'en tirent pas si mal.

ALARMA: juin 64- N°5- Fomento Obrero Revolucionario- Le prolétariat espagnol contre le développement capitaliste, où en parlant du "plan de développement économique" et du réveil politique du prolétariat espagnol. ils sont encore tous les deux dans un état naissant mais dans les années qui viennent l'un d'eux l'emportera ".
Combats du 1° mai- Rosmer est mort- la crise de la contre-révolution russe- notices et commentaires-

De Caracas, Vénézuéla, nous avons reçu, datée du 18/7/64 une lettre de SIA Apartado 6689- Il s'agit de la Défense de Jesus Del Rio Garcia, militant de la CNT espagnole et de son fils Helios, poursuivis, emprisonnés, et même menacés d'expulsion. Le tout motivé par le fait qu'un autre fils est recherché par la police accusé d'avoir participé à l'enlèvement du foot balleur Di Stefano -

De tendance anarchiste:

DIRECT ACTION:

(en anglais) oct. 64- section anglaise de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT)- Elections: les travailleurs ne peuvent gagner- dans la jungle des docks- -la fraternisation du capital et du syndicat-parlement et constitution- le plus vieil allié de l'Angleterre (Portugal) solidarité avec Helios et Jesus Del Rio (Venezuela)-Stuart Christie et Carballo (Grande-Bretagne).

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER